

• MERCREDI 28/03/2018 à 09H49

• | LA CADIÈRE-D'AZUR

La Cadière : le collectif Stop LGV Sud Sainte- Baume toujours en veille

Il s'est réuni à La Cadière pour redire sa détermination à lutter contre la Ligne nouvelle Paca

Par Frédérique Gros



Un public nombreux, parmi lequel des maires et élus du secteur, a assisté à la réunion publique.

La salle de l'Espace culturel de La Cadière d'Azur était comble, jeudi soir, pour l'assemblée générale et la réunion publique du collectif Stop LGV Sud Sainte-Baume. Maires, élus, adhérents, représentants d'associations de défense de l'environnement et simples citoyens du territoire étaient venus prendre des nouvelles du projet contre lequel ils luttent depuis de nombreuses années : la Ligne grande vitesse, aujourd'hui Ligne nouvelle, entre Marseille et Nice, qui va traverser certaines des communes du territoire Sud Sainte-Baume (Signes, Evenos, Le Castellet, Le Beausset...). "Si l'objectif est toujours de démobiliser les opposants en faisant croire que le projet est abandonné, la commission Duron, qui a rendu son rapport dernièrement, souligne que la Ligne nouvelle est bien toujours dans les tuyaux, annonce Didier Cade, viticulteur et président du collectif. L'ambition de cette réunion est donc de faire un point sur la situation et montrer que nous sommes toujours très attentifs".

Dans un premier temps, Edel Melin a ainsi présenté le rapport moral de l'association, évoquant les nombreux courriers adressés en 2017 aux candidats aux différentes élections, et les manifestations auxquelles le collectif a participé. "Deux délibérations portant motion contre le projet ont été votées au conseil d'agglomération Sud Sainte-Baume, dont une à l'unanimité, a-t-elle précisé, mais il n'y a pas eu, depuis, de suivi. Nous avons écrit au président Bernhard pour lui demander ce que sont devenues ces motions, pour l'heure, nous n'avons pas obtenu de réponse".

Un recours en appel

Un point a également été fait sur les procédures engagées par le collectif, dont le recours devant le tribunal administratif de Paris contre la commission nationale du débat public au motif qu'elle n'a pas relancé de concertation publique pour le projet de Ligne nouvelle : "Nous avons été



Didier Cade, entouré d'Edel Melin, Gérard Tautil et Thierry Dubois-Laizet a fait le point sur le projet.

déboutés en septembre 2017, mais nous avons fait appel de cette décision", souligne Didier Cade.

Le mot d'ordre a été dit et répété : "Rester mobilisés pour l'annulation d'un projet prévu à l'horizon 2050, estimé à 15 ou 20 milliards d'euros, et dont l'objectif sera bien de faire passer des TGV même si la SNCF soutient aujourd'hui que la priorité est donnée aux transports du quotidien." Et c'est justement sur l'amélioration de ces transports du quotidien (fréquence, ponctualité...), l'entretien du matériel et la modernisation des voies existantes que le collectif réclame des efforts.

Le collectif a rappelé "la pression très forte de la Région" pour faire avancer ce projet de Ligne nouvelle, notamment pour "refaire les gares", et a demandé au député de la circonscription, Valérie Gomez-Bassac (LRem) qui était représentée par sa directrice de cabinet, de "présenter un rapport sur le dossier à l'Assemblée nationale pour exprimer qu'il y a une opposition ancienne et durable au projet et une volonté d'aller vers la proximité". Pour finir, un appel aux bonnes volontés, notamment pour améliorer le site internet, et aux nouveaux adhérents a été lancé.